



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT...

N° 2022-01 du 11 mars 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

- 1. Publication de l'agenda présidentiel de politique commerciale pour 2022
- 2. Plusieurs agences fédérales publient leurs stratégies visant à renforcer la résilience des chaînes de valeur de six bases industrielles américaines
- 3. La Maison Blanche publie la version finale des modifications apportées au Buy American Act
- 4. L'administration lance une consultation publique sur le module commercial du cadre économique pour l'Indopacifique
- Focus : Les Etats-Unis adoptent des sanctions économiques, financières et commerciales en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Climat – énergie – environnement

- 5. Les États-Unis interdisent les importations de combustibles fossiles russes et limitent les possibilités d'investir en Russie dans de nouveaux projets énergétiques
- 6. Retours sur la conférence sur l'énergie CERAWEEK marquée par la crise ukrainienne

Agriculture et industrie agroalimentaire

- 7. L'USDA finance des infrastructures de lutte contre la sécheresse et les inondations

Numérique et innovation

- 8. Protection des jeunes en ligne : ouverture d'une enquête contre TikTok et discours sur l'état de l'union du président Biden
- 9. Annonces récentes des grandes entreprises du numérique dans le cadre du conflit en Ukraine

Santé

- 10. Le directeur général des services de santé lance une demande d'information sur la désinformation en matière de santé pendant l'épidémie Covid

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Publication de l'agenda présidentiel de politique commerciale pour 2022

L'USTR a [publié](#) le 1^{er} mars son rapport annuel pour 2021, accompagné de l'agenda présidentiel en matière de politique commerciale pour 2022. Les priorités énoncées par l'USTR confirment celles mises en avant l'année précédente, notamment la protection des travailleurs américains et de l'environnement, une politique commerciale plus durable et inclusive, et la lutte contre les pratiques déloyales de la Chine. Cet exercice a également permis à l'administration de valoriser la mise en œuvre de certains engagements pris l'année dernière, notamment sur le volet « *enforcement* » (mise en œuvre de l'accord USMCA) et la coopération avec les alliés, notamment l'UE (accord dans le contentieux Airbus-Boeing, création du Conseil Commerce et technologies). Certains volets majeurs de la politique commerciale américaine restent néanmoins encore à préciser, notamment s'agissant du cadre économique annoncé avec les pays de l'Indopacifique, du renforcement de l'arsenal commercial américain et de la stratégie vis-à-vis de la Chine, alors que les discussions avec Pékin ont été récemment décrites comme « de plus en plus difficiles » par Katherine Tai.

2. Plusieurs agences fédérales publient leur stratégie pour renforcer la résilience des chaînes de valeur de six bases industrielles américaines

Au premier anniversaire du décret présidentiel sur la « sécurisation des chaînes de valeur » publié le 24 février 2021, plusieurs agences fédérales ont [publié](#) leur stratégie visant à renforcer la résilience de six bases industrielles (énergie, agriculture, santé, TIC, défense et transport). Les rapports détaillent les vulnérabilités de ces secteurs et formulent des recommandations de long terme pour y remédier. La Maison Blanche a également publié un rapport d'étape qui dresse un état des lieux des mesures mises en œuvre. A ce titre, la stratégie américaine s'est articulée autour de trois volets : i) répondre aux défis de court terme ; ii) réaliser des investissements afin de sécuriser les sources d'approvisionnement ; et iii) assurer que l'ensemble des agences fédérales intègrent davantage le renforcement de la résilience des chaînes de valeur dans leur logique institutionnelle. L'exécutif américain a également annoncé d'autres mesures qui permettront de défendre la résilience des chaînes de valeur en 2022, notamment le renforcement des règles du *Buy American Act* et l'organisation d'un sommet mondial à la fin de l'année. L'administration rappelle que la sécurisation des sources d'approvisionnement

américaines dépendra aussi de l'adoption de textes législatifs au Congrès, notamment le *Chips Act* (inclus dans le *COMPETES Act* adopté à la Chambre et le texte *USICA* adopté au Sénat) qui prévoit un investissement de 52 Md\$ dans la production de semi-conducteurs aux Etats-Unis.

3. La Maison Blanche publie la version finale des modifications apportées au *Buy American Act*

Dans la continuité du décret présidentiel signé en janvier 2021 qui visait à renforcer la place de la préférence nationale dans les marchés publics, l'administration a [publié](#) le 4 mars la version finale des modifications apportées au *Buy American Act*. Les amendements correspondent en grande partie à la proposition publiée par l'administration en juillet 2021 : augmentation progressive de 55% actuellement à 75% en 2029 du seuil à partir duquel un produit est considéré comme fabriqué aux Etats-Unis, et création d'une nouvelle liste de produits et de composants critiques qui pourront désormais bénéficier d'un tarif préférentiel face aux produits étrangers. Cette réforme est présentée comme s'inscrivant dans la continuité des efforts menés par l'administration Biden pour renforcer la production et l'innovation aux Etats-Unis en faveur des travailleurs américains.

4. L'administration lance une consultation publique sur le module commercial du cadre économique pour l'Indopacifique

L'USTR a [lancé](#) une consultation publique des « parties intéressées » relative au pilier commercial du cadre économique pour l'Indopacifique. Annoncé par le Président Biden le 27 octobre 2021, ce cadre doit permettre de mettre en œuvre le volet économique de la stratégie Indopacifique des Etats-Unis, publiée en février 2022. Intitulé « commerce équitable et résilient », le module commercial est l'un des quatre piliers qui constituent ce cadre économique et relève de l'USTR. Le Département du Commerce sera en charge des trois autres piliers : résilience des chaînes de valeur ; énergie propre, décarbonation et infrastructure ; taxation et anti-corruption. La période de commentaires est ouverte pour 30 jours, à partir du 10 mars. L'USTR appelle notamment à commentaires sur les objectifs généraux de négociation dans les domaines relatifs au travail, à l'environnement, au numérique, à l'agriculture, à la transparence et aux pratiques réglementaires, à la concurrence ou aux questions douanières. Les commentaires pourront aussi porter sur les mesures ou pratiques compromettant les opportunités de marché pour les exportateurs américains.

Focus: Les Etats-Unis adoptent des sanctions économiques, financières et commerciales en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie

1. Sanctions économiques et financières

21 février : *Executive Order* ciblé sur Donetsk et Lougansk

22 février : **Premier paquet** de sanctions, dont *full-blocking sanctions* contre les banques VEB et PSB et leurs filiales et interdiction de participation des entreprises et particuliers américains aux marchés secondaires de certaines émissions de dette souveraine russe.

22 février / 24 février / 3 mars : Ajouts sur la liste SDN de personnalités russes.

23 février : **Sanctions contre Nord Stream 2** dont ajout sur la liste SDN de Nord Stream 2 AG et son CEO.

24 février : **Deuxième paquet** de sanctions dont *full blocking sanctions* contre la banque VTB et 20 filiales, Bank Otkritie, Sovcombank OJSC et Novikombank ; interdiction de la correspondance bancaire en dollar de la banque Sberbank et 25 filiales ; restrictions de financement par les *US persons* à 11 entreprises d'Etat russes et deux entreprises privées. [Publication](#) par l'OFAC de huit licences générales dont une licence autorisant certaines transactions relatives aux paiements dans le secteur de l'énergie.

24 février : **Ajout sur la liste SDN** d'entités et individus pour le soutien de la Biélorussie à l'invasion.

25 février : Ajout sur la liste SDN du Président Poutine, des Ministres Lavrov et Shoigu et du Chef d'Etat-major des forces armées Guérassimov.

26 février : Annonce de la mise en œuvre de l'exclusion de certaines banques du système SWIFT

26 février : Ajout sur la liste SDN du fonds « *Russian Direct Investment Fund*, de son CEO, d'une filiale et de la société de gestion du fonds.

28 février : Imposition de mesures restrictives contre la Banque centrale de Russie.

3 mars : Ajout sur la liste SDN de 22 entités russes du secteur de la défense, de médias russes et de certains employés de ces médias pour leurs activités de désinformation.

8 mars : Imposition de mesures restrictives contre le secteur énergétique russe dont l'interdiction d'importation aux Etats-Unis de pétrole gaz et charbon en provenance de Russie et l'interdiction de tout nouvel investissement par une *US person* dans le secteur énergétique en Russie.

11 mars : Imposition de nouvelles mesures restrictives dont l'interdiction d'importation aux Etats-Unis de poisson, fruits de mer, alcools, diamants non industriels ou tout produit déterminé par le *Treasury* ainsi que de tout nouvel investissement par une *US person* dans un secteur déterminé par le *Treasury*.

11 mars : Annonce par les Etats-Unis, les pays du G7 et l'UE de nouvelles sanctions, incluant la révocation du bénéfice pour la Russie de la clause de la nation plus favorisée en matière commerciale.

2. Mesures de contrôle-export

24 février : **Renforcement** des mesures de contrôle export vers la Russie, notamment présomption de refus d'exportations pour tous les biens nécessitant une licence pour leur exportation en Russie sauf exceptions limitées, création de deux régimes d'extraterritorialité des contrôle-exports concernant les biens non produits aux Etats-Unis mais produits à l'aide de certaines technologies américaines (*Russia FDPR* et *Russia Military End Users FDPR*) sauf pour les pays qui ont ou ont prévu d'adopter des règles similaires.

2 mars : Extension à la Biélorussie des mesures de contrôle export appliquées à la Russie.

3 mars : Nouvelles mesures de contrôle export notamment ajout de 91 entités russes sur l'*Entity List* avec application des règles les plus strictes (à travers la *footnote 3*) et restriction des exportations vers la Russie sur des biens nécessaires au raffinage du pétrole et à l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz en eaux profondes en appliquant une présomption de refus.

3. Mesures d'« enforcement »

26 février : Création d'une *task force* transatlantique pour identifier et geler les avoirs des individus et entités sous sanctions.

26 février : Engagement de Joe Biden à prendre des mesures pour limiter la vente de citoyennetés

1^{er} mars : Création annoncée d'une *task force* du Département de la Justice pour poursuivre les violations de sanctions et les avoirs criminels russes.

4. Autres mesures

2 mars : Fermeture de l'espace aérien américain aux vols russes (aéronef certifié, exploité, immatriculé ou contrôlé par toute personne liée à la Russie).

CLIMAT- ENERGIE - ENVIRONNEMENT

5. Les États-Unis interdisent les importations de combustibles fossiles russes et limitent les possibilités d'investir en Russie dans de nouveaux projets énergétiques

Poussé par les médias et des membres influents du Congrès depuis quelques jours déjà, le président Biden a signé mardi 8 mars un [décret](#) sur « l'interdiction de certaines importations et de nouveaux investissements en ce qui concerne les efforts continus de la Fédération de Russie pour porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine ».

Ce décret interdit l'importation aux États-Unis de pétrole brut, de carburants pétroliers, huiles et produits de leur distillation, gaz naturel liquéfié, charbon et produits du charbon.

Il interdit aussi tout nouvel investissement dans le secteur énergétique de la Fédération de Russie par une US person. Une acception large de « secteur de l'énergie » est retenue, comprenant l'approvisionnement, l'exploration, l'extraction, le forage, l'exploitation minière, la récolte, la production, le raffinage, la liquéfaction, la gazéification, la regazéification, la conversion, l'enrichissement, la fabrication ou le transport du pétrole, du gaz naturel, du gaz naturel liquéfié, des liquides de gaz naturel ou des produits pétroliers ou d'autres produits capables de produire de l'énergie, tels que le charbon, le bois ou les produits agricoles utilisés pour fabriquer des biocarburants, le développement, la production, la génération, la transmission ou l'échange d'énergie, par tous les moyens, y compris l'énergie nucléaire, électrique, thermique et renouvelable.

Il interdit enfin toute approbation, financement, facilitation ou garantie de *US persons* aux opérations précédemment mentionnées menées par *non-US persons*.

La Chambre des représentants a adopté le lendemain un projet de loi bipartisan visant aussi à interdire les exportations de combustibles fossiles russes vers les États-Unis.

6. Retours sur la conférence sur l'énergie CERAWeek marquée par la crise ukrainienne

Les dirigeants de l'industrie pétrolière et gazière se sont réunis lors de la [CERAWeek](#) à Houston, du 7 au 11 mars. Cette conférence rassemble chaque année des chefs de gouvernement et les PDG des plus grandes compagnies de l'énergie. Les discussions ont considéré au premier plan la guerre en Ukraine et ses implications pour la production de pétrole et de gaz. Même si les prix - et les bénéfices des entreprises - se sont redressés en 2021, les grandes compagnies pétrolières - Exxon, Chevron, BP, TotalEnergies, Saudi Aramco, etc. - soulignent également les deux années difficiles qui ont précédé. Les prix du pétrole s'étaient effondrés lorsque l'épidémie mondiale de coronavirus avait déclenché une récession.

L'administration Biden a pris la parole à plusieurs reprises lors des interventions de John Kerry (Envoyé spécial Climat de la Maison Blanche), Jennifer Granholm (Secrétaire d'Etat à l'énergie), et Michael Regan (Administrateur de l'Agence de Protection de l'Environnement).

Un consensus se dégage sur le fait qu'il n'existe pas de solution miracle à la hausse des prix de l'énergie et à la volatilité des marchés qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie ([The Wall Street Journal](#)). L'approche partenariale est aujourd'hui prônée par l'administration Biden, et le [discours](#) de Jennifer Granholm invite les acteurs pétroliers et gaziers américains à produire autant que possible, tout en s'assurant que les technologies d'atténuation (séquestration carbone) ou de substitution (hydrogène bas carbone ou électrification des usages) soient déployées aussi vite que possible pour atteindre les objectifs climatiques. Selon l'administration américaine et les dirigeants de l'industrie Oil&Gas, ces objectifs ne sont pas mutuellement exclusifs; ils doivent d'ailleurs être coordonnés pour s'assurer que l'énergie reste disponible à un coût abordable pour une transition juste

AGRICULTURE ET INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

7. L'USDA finance des infrastructures de lutte contre la sécheresse et les inondations

Le président Joe Biden et le secrétaire à l'agriculture Tom Vilsack [ont annoncé](#) le financement de 108 projets d'infrastructures, à hauteur de 166,5 M\$ au total, dans le cadre de l'Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA). Ces projets, portés par les communautés locales de 23 Etats différents et supervisés par le Natural Resources Conservation Service (NRCS) de l'USDA concernent particulièrement la protection des bassins versants et la prévention des sécheresses et des inondations. Ainsi, ils seront aussi divers que la réhabilitation d'un barrage ou la mise en place de périmètres irrigués durables. Cette loi bipartisane sur les infrastructures, signée en novembre 2021, prévoyait au total 918 M\$ pour les programmes de

protection des bassins versants et plus particulièrement le Watershed and Flood Prevention Operations (WFPO), le programme de réhabilitation des bassins versants (REHAB) et l'Emergency Watershed Protection (EWP). Le programme REHAB concerne surtout la réparation des infrastructures existantes tandis que le WFPO concerne la mise en place de nouveaux projets, tournés vers la prévention des risques liés à la ressource en eau. Depuis sa prise de fonction, Tom Vilsack a fait du développement des zones rurales marginalisées l'un des piliers de sa politique agricole. Le vote du IIJA lui a permis de concrétiser cette priorité politique en rénovant ou construisant des infrastructures attendues par les habitants de ces zones rurales défavorisées (routes, stations d'épuration, centres communautaires) et en y programmant la couverture internet haut-débit.

NUMERIQUE ET INNOVATION

8. Protection des jeunes en ligne : ouverture d'une enquête contre TikTok et discours sur l'état de l'union du président Biden

L'avocat général de Californie Rob Bonta a annoncé le 2 mars 2022 le lancement d'une enquête à l'encontre de TikTok, qui revendique plus d'un milliard d'utilisateurs quotidiens dont 50 millions aux USA, sur les risques en matière de santé physique et mentale que le média social, par ses politiques mises en œuvres, peut causer aux enfants et aux jeunes adultes, ce qui serait de nature à caractériser une violation des lois de protection des consommateurs. Cette enquête a une envergure nationale et bipartisane puisqu'elle est menée conjointement avec 8 autres avocats généraux dont 3 démocrates (Californie, Kentucky et New-Jersey) et 5 républicains (Floride, Vermont, Nebraska, Massachusetts, Tennessee et Missouri). En outre, l'avocat général du Montana a lancé sa propre enquête. C'est aussi une première s'agissant de l'ouverture d'une enquête officielle et pouvant aboutir à un procès judiciaire à l'encontre d'une plateforme qui ne fait pas partie du cercle restreint des GAFAM. Cette enquête rejoint les préoccupations exprimées par Joe Biden dans son discours sur l'état de l'union, pendant lequel il a, pour la première fois, appelé le Congrès à adopter

de nouvelles règles pour améliorer la sécurité des enfants sur les plateformes de médias sociaux, notamment en interdisant la publicité ciblée sur les enfants.

9. Annonces récentes des grandes entreprises du numérique dans le cadre du conflit en Ukraine

Les entreprises technologiques américaines ont réagi à la guerre en Ukraine de diverses manières : en s'efforçant de réduire la désinformation en ligne, en contribuant à défendre l'Ukraine contre les attaques cyber, en changeant la fourniture de leurs produits et services afin de protéger les Ukrainiens, de limiter leur offre sur le marché russe, et en apportant un soutien logistique et humanitaire aux Ukrainiens. La semaine a notamment été marquée par Amazon, qui a [annoncé](#) le 8 mars la suspension des livraisons des commandes en Russie et en Biélorussie ainsi que la suspension d'Amazon Prime Video en Russie, tandis que sa branche cloud computing n'acceptera plus de nouvelles souscriptions à son service en Russie et en Biélorussie. Le 10 mars, Google Cloud a fait une [annonce](#) similaire.

Brève

- La société mère de Google, Alphabet, a annoncé le mardi 7 mars son projet d'acquisition de la société Mandiant, spécialisée dans la cybersécurité, pour 5,4

milliards de dollars. C'est la deuxième plus grande acquisition du groupe Alphabet, après Motorola Mobility en 2012. Il est pressenti que ce projet, qui devrait être finalisé dans les prochains mois, fera l'objet d'une attention approfondie du Department of Justice.

SANTE

10. Le directeur général des services de santé lance une demande d'information sur la désinformation en matière de santé pendant l'épidémie Covid

Le directeur général des services de santé américain (general surgeon), Vivek Murthy, a lancé une demande d'information ([request for information](#)) sur la désinformation en matière de santé pendant l'épidémie Covid.

L'administration fédérale souhaite comprendre l'impact de la désinformation sur la qualité des soins et des systèmes de santé, notamment suite au constat selon lequel l'information anti-vaccin circulait plus rapidement sur Facebook que l'information pro-vaccination. La compréhension de l'influence des réseaux sociaux en temps de crise sanitaire vise, selon les autorités, à renforcer la réponse publique lors de futures épidémies.

Brèves

- La loi adoptant le budget pour l'année fiscale 2022 a été [adoptée](#) le 9 mars par la Chambre et le 11 mars par le Sénat. Elle n'inclut pas l'enveloppe de 15 milliards d'USD dédiée au plan de réponse au Covid. Ce montant avait été proposée par le Congrès à la place d'un budget initial de 22,5 milliards [demandé](#) le 2 mars par la Maison Blanche pour son plan de réponse à la pandémie. Ce plan prévoyait notamment des financements pour la recherche pour les traitements et les vaccins contre la Covid-19.
- Moderna a [annoncé](#) le 10 mars 2022 renoncer au brevet de son vaccin contre la Covid-19 dans 92 pays à bas et moyen revenu participant au programme Covax de l'OMS. Cela permettra un accès plus important à la vaccination.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité